



AFAE – Colloque national 2026
Reims, 27-29 mars

ATELIER 2

Samedi 28 mars - 14 h 30 - 17 h 00

Les élèves :

« Les élèves dans cette école de demain »

Personne ressource : Benjamin MOIGNARD, IGÉSR

Animation : William MAROIS

Comment faire de chaque élève un apprenant motivé et intéressé ? Comment concilier mieux-être, mieux apprendre et mieux savoir, en particulier pour les élèves les plus fragiles ?

Réfléchir à l'école de demain, c'est d'abord reconnaître qu'elle traverse aujourd'hui une forte crise de légitimité : crise du savoir, crise du rapport au collectif, crise de la promesse démocratique. L'école n'échappe pas aux bouleversements d'un monde où la défiance envers les institutions s'accroît, où les inégalités se recomposent, et où les logiques gestionnaires sont confrontées à leurs limites. Dans ce contexte, les élèves « les plus éloignés de l'école » — ceux dont les trajectoires sociales, culturelles ou familiales rendent le rapport au savoir fragile — deviennent les révélateurs de ces tensions.

Les catégories utilisées pour qualifier ces élèves ne sont jamais neutres. Les problèmes ne s'imposent pas d'eux-mêmes : ils résultent d'un travail social et politique de désignation. L'école, parce qu'elle occupe une place centrale dans l'ordre démocratique, est particulièrement exposée à cette lecture focalisée sur des « problèmes » incarnés. La tentation est forte de réduire les difficultés à des manques individuels ou à des incapacités d'adaptation, évacuant ainsi les logiques structurelles : ségrégation sociale, affaiblissement des collectifs professionnels, crise d'un modèle fondé sur la compétition plus que sur la coopération.

La figure de l'élève perturbateur illustre cette évolution. Les anciens cancre sympathiques racontés dans la littérature ont laissé place à des élèves perçus comme menaçants. Cette transformation reflète moins une réalité objective qu'un déplacement du regard collectif : là où l'on identifiait d'abord des vulnérabilités, apparaît désormais l'idée d'une dangerosité. Cette perception, également partagée par des acteurs de terrain confrontés à des situations difficiles, interroge la capacité de l'école à continuer d'assumer son rôle démocratique.

Dans ce contexte se développe une externalisation croissante de la prise en charge des difficultés : médiateurs, associations, dispositifs spécialisés prennent le relais de ce qui fait difficulté à l'école — violences, décrochage, démotivation, souffrance psychique. Ce mouvement, souvent animé de bonnes intentions, fragilise la cohérence de l'institution : l'école devient un élément parmi d'autres d'un paysage éducatif fragmenté, où la logique de projet prévaut sur une pensée pédagogique intégrée.

Résister à cette externalisation n'est pas défendre un entre-soi professionnel : c'est affirmer que l'école ne peut se défaire de ce qui la dérange sans renoncer à sa fonction critique. Travailler les difficultés, c'est accepter qu'elles constituent la réalité ordinaire d'une institution éducative. Elles doivent être discutées, partagées et élaborées collectivement, au sein même des équipes. L'école est un espace de socialisation décisif à l'heure de l'explosion des individualismes : un lieu où doit s'affirmer et se négocier parfois droits, devoirs et valeurs, pour prendre sens. Travailler à lutter contre la tentation de l'externalisation, c'est déterminer les conditions d'une école juste, non parce qu'elle serait apaisée, mais parce qu'elle serait capable d'accueillir le conflit sans le transformer en exclusion, avec la seule arme qui vaille : le savoir, et le savoir faire apprendre.

Penser l'école de demain, ce n'est pas inventer un nouveau modèle : c'est réinterroger le sens même d'une institution éducative. Une école qui ne sous-traite pas la difficulté, mais la travaille. Une école qui ne délègue pas l'éducation, mais la partage. Une école qui ne réserve pas le savoir, mais le diffuse. C'est à cette condition que les élèves « les plus éloignés » ne seront plus perçus comme des anomalies, mais comme les figures ordinaires d'une école qui s'adresse à tous. Et c'est à cette condition que le “mieux-être”, le “mieux apprendre” et le “mieux savoir” cesseront d'être trois injonctions distinctes pour redevenir trois dimensions d'une même promesse : celle d'une institution debout, capable de faire société.

Trois axes pour guider la discussion

1. Que raconte l'évolution de la perception des élèves par les acteurs éducatifs ?

Comment les catégories professionnelles — du « mauvais élève » au « perturbateur », du « décrocheur » à « l'élève à besoins particuliers » — traduisent-elles les transformations de l'école et les tensions entre inclusion et ordre ? Quels effets cette évolution produit-elle sur les pratiques, les postures et le sens du métier ?

2. Que nous disent les élèves de leur expérience éducative ?

À quelles conditions les élèves les plus éloignés de la culture scolaire peuvent-ils éprouver l'école comme un lieu de reconnaissance et non de relégation ? Que nous apprennent leurs récits sur le climat scolaire, la justice, la confiance et la relation au savoir ?

3. Que nous dit l'évolution de la perception des “problèmes de l'école” de sa capacité à tenir comme institution ?

L'école, en se définissant de plus en plus à travers ses “problèmes”, fragilise-t-elle son assise symbolique ? Peut-elle retrouver une cohérence politique et pédagogique sans renoncer à sa mission sociale ? Autrement dit, comment faire de la confrontation à ce qui dérange non une menace, mais une épreuve pour consolider son socle institutionnel ?